

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09541]

15 DECEMBRE 2013. — Loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Cette loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Modification de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

Art. 2. L'article 23bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, inséré par la loi du 17 mai 2006 et modifié par la loi du 21 avril 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“La victime, telle que définie à l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, qui comparaît en personne et ne comprend pas la langue de la procédure, peut être assistée par un interprète juré qui traduit l'ensemble des déclarations verbales, conformément aux modalités déterminées par le Roi. Les frais d'interprétation sont à charge de l'Etat.”.

CHAPITRE 3. — Modification du Code judiciaire

Art. 3. Dans l'article 76 du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 2006, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

“Sauf pour le prononcé des jugements pour lesquels elles siègent dans tout tribunal de première instance situé dans le ressort de la cour d'appel, les chambres de l'application des peines siègent dans la prison à l'égard des condamnés qui séjournent en prison. Elles peuvent siéger dans la prison ou dans tout tribunal de première instance situé dans le ressort de la cour d'appel à l'égard des condamnés qui ne séjournent pas en prison. Lorsqu'il est fait application de l'article 36 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits des victimes dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, elles siègent dans tout tribunal de première instance situé dans le ressort de la cour d'appel.”.

CHAPITRE 4. — Modifications de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

Art. 4. Dans l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le b) est remplacé par ce qui suit :

“b) la personne physique à l'égard de laquelle un jugement ou un arrêt établit que des infractions ont été commises, ou son représentant légal;”;

FEDERALE OVERHEIDS DIENST JUSTITIE

[C – 2013/09541]

15 DECEMBER 2013. — Wet houdende diverse bepalingen met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken

Art. 2. Artikel 23bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2006 en gewijzigd bij de wet van 21 april 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Het slachtoffer, zoals gedefinieerd door artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, dat in persoon verschijnt en de taal van de rechtspleging niet begrijpt, kan worden bijgestaan door een beëdigde tolk die het geheel van de mondelinge verklaringen vertaalt, overeenkomstig de door de Koning bepaalde nadere regels. De kosten van de vertolking zijn ten laste van de Staat.”.

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 3. In artikel 76 van het Gerechtelijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, wordt het vijfde lid vervangen door wat volgt :

“Behoudens voor de uitspraak van vonnissen waarvoor zij zitting hebben in elke rechtbank van eerste aanleg die is gevestigd in het rechtsgebied van het hof van beroep, houden de strafuitvoeringskamers zitting in de gevangenis ten aanzien van veroordeelden die in de gevangenis blijven. Ten aanzien van veroordeelden die niet in de gevangenis verblijven, kunnen ze zitting houden in de gevangenis of in elke rechtbank van eerste aanleg die is gevestigd in het rechtsgebied van het hof van beroep. Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 36 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, houden ze zitting in elke rechtbank van eerste aanleg die is gevestigd in het rechtsgebied van het hof van beroep.”.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

Art. 4. In artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt letter b) vervangen door wat volgt :

“b) de natuurlijke persoon voor wie een vonnis of een arrest bepaalt dat er ten aanzien van hem strafbare feiten zijn gepleegd, of zijn wettelijke vertegenwoordiger;”;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par un *d*) rédigé comme suit :

"d) le proche de la personne dont le décès résulte directement de l'infraction ou le proche d'une personne décédée qui s'était constituée partie civile; par proche, on entend le conjoint de la personne décédée, la personne qui cohabitait et entretenait une relation affective durable avec elle, ses ascendants ou descendants, ses frères et sœurs, ainsi que les personnes qui étaient à sa charge.";

3° l'alinéa 1^{er} est complété par un *e*) rédigé comme suit :

"e) le proche d'une victime non décédée qui n'a pas pu se constituer partie civile par suite d'une situation d'impossibilité matérielle ou de vulnérabilité; par proche, on entend : le conjoint de la victime non décédée, la personne qui cohabite et entretient une relation affective durable avec elle, ses ascendants ou descendants, ses frères et sœurs, ainsi que les personnes qui sont à sa charge.";

4° dans l'alinéa 2, la phrase "A l'égard des catégories visées sous *b*) et *c*), le juge de l'application des peines apprécie, à leur demande, conformément aux dispositions du Titre III, si elles ont un intérêt direct et légitime;" est remplacée par ce qui suit :

*"A l'égard des personnes qui relèvent des catégories *c*), *d*) et *e*), le juge de l'application des peines apprécie, à leur demande, conformément aux dispositions du titre III, si elles ont un intérêt direct et légitime;".*

Art. 5. Dans l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "Les personnes visées à l'article 2, 6°, *b*) et *c*)" sont remplacés par les mots "Les personnes visées à l'article 2, 6°, *c*), *d*) et *e*),".

Art. 6. Dans l'article 10, § 2, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 2006, les mots ", dans les vingt-quatre heures, informée par écrit" sont remplacés par les mots "informée le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 7. Dans l'article 13, alinéa 2, de la même loi, les mots "par écrit dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 8. Dans l'article 14, alinéa 3, de la même loi, les mots "par écrit dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 9. Dans l'article 17, § 2, alinéa 2, de la même loi, les mots ", dans les vingt-quatre heures, informée par écrit" sont remplacés par les mots "informée le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 10. Dans l'article 19, alinéa 2, de la même loi, la phrase "Cette décision motivée est communiquée par écrit dans les vingt-quatre heures au condamné, au ministère public, au directeur et à la victime." est remplacée par ce qui suit :

"Cette décision motivée est communiquée par écrit, dans les vingt-quatre heures, au condamné, au ministère public et au directeur. Elle est également communiquée à la victime le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide."

Art. 11. Dans le titre IV de la même loi, il est inséré un chapitre VI intitulé "De l'information à la victime lors de la libération définitive".

2° het eerste lid wordt aangevuld met een letter *d*), luidende :

"d) de nabestaande van de persoon van wie het overlijden rechtstreeks is veroorzaakt door het strafbaar feit of de nabestaande van een overleden persoon die zich burgerlijke partij had gesteld; onder nabestaande wordt verstaan de echtgenoot van de overleden persoon, de persoon die met hem samenleefde en met hem een duurzame affectieve relatie had, zijn bloedverwanten in opgaande of neerdalende lijn, zijn broers of zussen, alsook anderen die van hem afhankelijk waren.";

3° het eerste lid wordt aangevuld met een letter *e*), luidende :

"e) de naaste van een niet-overleden slachtoffer die zich omwille van een situatie van materiële onmogelijkheid of kwetsbaarheid geen burgerlijke partij heeft kunnen stellen; onder naaste wordt verstaan : de echtgenoot van het niet-overleden slachtoffer, de persoon die met hem samenleeft en met hem een duurzame affectieve relatie heeft, zijn bloedverwanten in opgaande of neerdalende lijn, zijn broers of zussen, alsook anderen die van hem afhankelijk zijn.";

4° in het tweede lid wordt de zin "ten aanzienvan de onder *b*) en *c*) genoemde categorieën oordeelt de strafuitvoeringsrechter op hun verzoek, overeenkomstig de bepalingen van Titel III, of ze een direct en legitiem belang hebben;" vervangen door wat volgt :

*"Ten aanzienvan de personen die onder de categorieën *c*), *d*) en *e*) vallen, oordeelt de strafuitvoeringsrechter op hun verzoek, overeenkomstig de bepalingen van titel III, of ze een direct en legitiem belang hebben;".*

Art. 5. In artikel 3, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "De in artikel 2, 6°, *b*) en *c*) bedoelde personen" vervangen door de woorden "De in artikel 2, 6°, *c*), *d*) en *e*), bedoelde personen".

Art. 6. In artikel 10, § 2, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 7. In artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 8. In artikel 14, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 9. In artikel 17, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden ", binnen vierentwintig uur, schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 10. In artikel 19, tweede lid, van dezelfde wet, wordt de zin "Deze met redenen omklede beslissing wordt binnen vierentwintig uur schriftelijk meegedeeld aan de veroordeelde, het openbaar ministerie, de directeur en het slachtoffer." vervangen door wat volgt :

"Deze met redenen omklede beslissing wordt binnen vierentwintig uur schriftelijk meegedeeld aan de veroordeelde, het openbaar ministerie en de directeur. Ze wordt eveneens zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel meegedeeld aan het slachtoffer."

Art. 11. In titel IV van dezelfde wet, wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, luidende "Informatie aan het slachtoffer bij definitieve invrijheidsstelling".

Art. 12. Dans le chapitre VI, inséré par l'article 11, il est inséré un article 20/2 rédigé comme suit :

“Art. 20/2. Si le condamné détenu est remis en liberté parce qu'il est arrivé au terme de sa peine, le ministre ou son délégué en informe la victime le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide.”.

Art. 13. À l'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par un 6^o rédigé comme suit :

“6^o les efforts consentis par le condamné pour indemniser la partie civile, compte tenu de la situation patrimoniale du condamné telle qu'elle a évolué par son fait depuis la perpétration des faits pour lesquels il a été condamné.”;

2° au § 2, le 4^o est complété comme suit :

“, compte tenu de la situation patrimoniale du condamné telle qu'elle a évolué par son fait depuis la perpétration des faits pour lesquels il a été condamné.”.

Art. 14. L'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi est complété par les phrases suivantes :

“La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.”.

Art. 15. L'article 44, § 3, alinéa 2, de la même loi est complété par les phrases suivantes :

“La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public explique à cette occasion les conditions qu'il a formulées dans son avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.”.

Art. 16. Dans l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les mots “dans les vingt-quatre heures par écrit” sont remplacés par les mots “le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide.”.

Art. 17. À l'article 47 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par un 6^o, rédigé comme suit :

“6^o les efforts consentis par le condamné pour indemniser la partie civile, compte tenu de la situation patrimoniale du condamné telle qu'elle a évolué par son fait depuis la perpétration des faits pour lesquels il a été condamné.”;

2° au § 2, le 4^o est complété comme suit :

“, compte tenu de la situation patrimoniale du condamné telle qu'elle a évolué par son fait depuis la perpétration des faits pour lesquels il a été condamné.”.

Art. 18. L'article 53, alinéa 2, de la même loi est complété par les phrases suivantes :

“La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.”.

Art. 19. Dans l'article 58, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les mots “par écrit et dans les vingt-quatre heures” sont remplacés par les mots “le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide.”.

Art. 12. In hoofdstuk VI, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 20/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 20/2. Indien de gedetineerde veroordeelde in vrijheid wordt gesteld wegens het bereiken van het strafeinde, brengt de minister of zijn gemachtigde het slachtoffer hiervan zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur op de hoogte via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel.”.

Art. 13. In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met een 6^o, luidende :

“6^o de door de veroordeelde geleverde inspanningen om de burgerlijke partij te vergoeden, rekening houdend met de vermogenssituatie van de veroordeelde zoals die door zijn toedoen is gewijzigd sinds het plegen van de feiten waarvoor hij veroordeeld is.”;

2° in § 2 wordt het 4^o aangevuld als volgt :

“, rekening houdend met de vermogenssituatie van de veroordeelde zoals die door zijn toedoen is gewijzigd sinds het plegen van de feiten waarvoor hij veroordeeld is.”.

Art. 14. Artikel 35, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

“Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.”.

Art. 15. Artikel 44, § 3, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

“Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie licht bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die het in zijn advies heeft gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.”.

Art. 16. In artikel 46, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden “binnen vierentwintig uur schriftelijk” vervangen door de woorden “zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel.”.

Art. 17. In artikel 47 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een 6^o, luidende :

“6^o de door de veroordeelde geleverde inspanningen om de burgerlijke partij te vergoeden, rekening houdend met de vermogenssituatie van de veroordeelde zoals die door zijn toedoen is gewijzigd sinds het plegen van de feiten waarvoor hij veroordeeld is.”;

2° in § 2 wordt het 4^o aangevuld als volgt :

“, rekening houdend met de vermogenssituatie van de veroordeelde zoals die door zijn toedoen is gewijzigd sinds het plegen van de feiten waarvoor hij veroordeeld is.”.

Art. 18. Artikel 53, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

“Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.”.

Art. 19. In artikel 58, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden “binnen vierentwintig uur schriftelijk” vervangen door de woorden “zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel.”.

Art. 20. L'article 61, § 4, alinéa 3, de la même loi est complété par les phrases suivantes :

"La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.".

Art. 21. À l'article 63 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, alinéa 2, les phrases suivantes sont insérées entre la première et la deuxième phrase :

"La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.";

2° au § 4, alinéa premier, les mots "à la victime" sont remplacés par "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide, à la victime".

Art. 22. À l'article 68 de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 3, alinéa 2, est complété par les phrases suivantes :

"La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public explique à cette occasion les conditions qu'il a formulées dans son avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.";

2° au § 6, les mots "par écrit, dans les vingt-quatre heures," sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 23. L'article 71 de la même loi, modifié par les lois des 27 décembre 2006 et 17 mars 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"La victime est informée le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide, de la libération définitive.".

Art. 24. Dans l'article 74, § 3, alinéa 2, de la même loi, les mots ", dans les vingt-quatre heures, informée par écrit" sont remplacés par les mots "informée le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 25. Dans l'article 78, § 5, alinéa 2, de la même loi, les mots "par écrit de la révocation dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide, de la révocation".

Art. 26. L'article 90, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, est complété par les phrases suivantes :

"La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.".

Art. 27. Dans l'article 95, alinéa 2, de la même loi, les mots "par écrit de la décision dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures par le moyen de communication écrit le plus rapide de la décision".

Art. 20. Artikel 61, § 4, derde lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen."

Art. 21. In artikel 63 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, tweede lid, worden tussen de eerste en de tweede zin, de volgende zinnen ingevoegd :

"Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.",

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden "het slachtoffer" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel, aan het slachtoffer".

Art. 22. In artikel 68 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie licht bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die ze in haar advies heeft gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.",

2° in § 6, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 23. Artikel 71 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006 en 17 maart 2013, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Het slachtoffer wordt zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel, op de hoogte gebracht van de definitieve invrijheidstelling".

Art. 24. In artikel 74, § 3, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 25. In artikel 78, § 5, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 26. Artikel 90, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen."

Art. 27. In artikel 95, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 28. À l'article 95/1 de la même loi, inséré par la loi du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par les phrases suivantes :

"La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.";

2° le § 3 est complété par les phrases suivantes :

"La victime est informée le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide, de la décision et, le cas échéant, des conditions qui sont imposées dans son intérêt."

Art. 29. L'article 95/6, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007, est complété par les phrases suivantes :

"La victime est présente à l'audience le temps nécessaire à l'examen de ces conditions. Le ministère public et, le cas échéant, le directeur expliquent à cette occasion les conditions qu'ils ont formulées dans leur avis dans l'intérêt de la victime. La victime peut présenter ses observations.".

Art. 30. Dans l'article 95/7, § 3, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007, les mots "dans les vingt-quatre heures par écrit" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 31. Dans l'article 95/14, § 4, deuxième phrase, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007, les mots "par écrit et dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide,".

Art. 32. Dans l'article 95/16, § 5, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007, les mots "par écrit de la décision, dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide, de la décision".

Art. 33. Dans l'article 95/30, § 6, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2007, les mots "par écrit de la décision, dans les vingt-quatre heures" sont remplacés par les mots "le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures par le moyen de communication écrit le plus rapide de la décision".

CHAPITRE 5. — Modification de la loi du 21 janvier 2013 modifiant le Code électoral et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, suite à l'instauration d'un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine

Art. 34. Dans la loi du 21 janvier 2013 modifiant le Code électoral et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, suite à l'instauration d'un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, le chapitre 3, comportant l'article 3, est abrogé.

CHAPITRE 6. — Entrée en vigueur

Art. 35. A l'exception du présent article, qui entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, chacun des articles de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard le 1^{er} janvier 2014.

Art. 28. In artikel 95/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.";

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Het slachtoffer wordt zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel, in kennis gesteld van de beslissing en, in voorkomend geval, van de voorwaarden die in zijn belang zijn opgelegd.".

Art. 29. Artikel 95/6, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Het slachtoffer is aanwezig op de zitting voor de tijd die nodig is om deze voorwaarden te onderzoeken. Het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de directeur lichten bij deze gelegenheid de voorwaarden toe die zij in hun advies hebben gesteld in het belang van het slachtoffer. Het slachtoffer kan zijn opmerkingen voordragen.".

Art. 30. In artikel 95/7, § 3, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 31. In artikel 95/14, § 4, tweede zin, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 32. In artikel 95/16, § 5, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

Art. 33. In artikel 95/30, § 6, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2007, worden de woorden "binnen vierentwintig uur schriftelijk" vervangen door de woorden "zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel,".

HOOFDSTUK 5. — Wijziging van de wet van 21 januari 2013 tot wijziging van het Kieswetboek en van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, ingevolge de instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid

Art. 34. In de wet van 21 januari 2013 tot wijziging van het Kieswetboek en van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, ingevolge de instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid, wordt hoofdstuk 3, dat het artikel 3 omvat, opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — Inwerkingtreding

Art. 35. Met uitzondering van dit artikel, dat in werking treedt de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treedt elk artikel van deze wet in werking op een door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op 1 januari 2014.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) Session 2012-2013.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-2604/001. — 002 à 004 : Amendements, 53-2604/002 à 004. — Rapport fait au nom de la commission, 53-2604/005. — Texte adopté par la commission, 53-2604/006. — Amendements déposés en séance plénière, 53-2604/007. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, , 53-2604/008.

Compte rendu intégral : 7 novembre 2013.

Sénat.

Documents. — Projet transmis par la Chambre, 5-2328, n° 1. — Rapport fait au nom de la commission, 5-2328, n° 2.

Annales du Sénat : 5 décembre 2013.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) Zitting 2012-2013.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53-2999/001. — Amendementen, 53-2999/002 tot 004. — Verslag namens de commissie, 53-2999/005. — Tekst aangenomen door de commissie, 53-2999/006. — Amendementen in gediend in de plenaire vergadering, 53-2999/007. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-2999/008.

Integraal Verslag : 7 november 2013.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer, 5-2328, nr. 1. — Verslag namens de Commissie, 5-2328, nr. 2.

Handelingen van de Senaat : 5 december 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2013/22630]

17 DECEMBRE 2013. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques

FEDERALE OVERHEIDSSTIJENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2013/22630]

17 DECEMBER 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003, 9 juli 2004, 27 april 2005 en 27 december 2005, en § 2, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003, 13 december 2006, 25 april 2007 en 23 december 2009 en artikel 35ter, § 9, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, artikel 57, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de mededeling aan de aanvragers op 4 november 2013;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 22 november 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 november 2013;

Gelet op de mededeling aan de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen op 3 december 2013;

Gelet op advies nr 54.550/2 van de Raad van State, gegeven op 9 december 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage I van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, zoals tot op heden gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Article 1er. A l'annexe I de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, tel qu'il a été modifié à ce jour, sont apportées les modifications suivantes :

Arrête :